



COMMERCE INTERNATIONAL DE CÉRÉALES LIBRE-ÉCHANGE, SPÉCULATION ET AGROCARBURANTS : LES MAUX DE LA FAIM

MARCHÉS MONDIAUX ET MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

Les matières premières agricoles sont devenues des commodités sur les marchés mondiaux sous l'effet de la libéralisation du commerce international débutée dans les années 1980-1990. Elles sont soumises à une extrême volatilité des prix du fait de marchés dérégulés. Cette volatilité est d'autant plus forte que la demande est rigide, puisque nous avons affaire à des biens vitaux et essentiels. Les acheteurs sont contraints d'en acheter, peu importe le prix.

De plus, les marchés mondiaux agricoles restent relativement étroits et représentent une part minoritaire de la production mondiale. Une petite variation à la baisse des volumes disponibles engendre une forte hausse des prix sur les marchés agricoles, soumis à la loi de King. Les semis et récoltes agricoles étant dans un créneau calendaire défini sur les deux hémisphères du globe, l'offre est forcément peu réactive et rigide, car les producteurs ne peuvent réagir immédiatement aux variations de prix. Ajoutons à cela l'importance des aléas qui pèsent sur les récoltes agricoles : aléas climatiques, aléas sanitaires, aléas géopolitiques...

Face à ce constat, la régulation des marchés devrait être un socle fondamental des politiques publiques nationales et internationales. Car l'enjeu alimentaire est le premier besoin humain vital. Or, même l'eau est aujourd'hui rentrée en Bourse aux États-Unis le 7 décembre 2020.

Notre alimentation n'est pas une marchandise! Elle ne peut pas être soumise aux dérèglements des marchés, à la spéculation et au libre-échange. Ce n'est pas un hasard si le concept de souveraineté alimentaire a été lancé sur le devant de la scène par le mouvement paysan international de la Via Campesina, dont la Confédération paysanne est membre fondateur, dans le cadre des mobilisations altermondialistes contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans les années 1990. La souveraineté alimentaire est intrinsèquement construite en opposition avec la vision néolibérale des marchés.

Dans un marché dérégulé, pour se couvrir du risque prix, les céréaliers sont obligés de se saisir d'instruments financiers comme les marchés à terme. Ces derniers permettent une couverture du risque prix dans un monde libéral et incertain. Ils nécessitent l'intervention de spéculateurs pour fluidifier ces marchés financiers.

Le revers de la médaille de cette financiarisation des matières premières agricoles est l'accentuation de la volatilité des prix et l'amplification des variations par anticipation ou prises de position risquées jusqu'à la création de bulles spéculatives. Peu importe, si dans le cas de l'alimentation, on spéculer sur la faim.

CONTACT PRESSE

- **Nicolas Girod,**
Porte-parole de la Confédération paysanne
06 07 55 29 09
- **Gilles Menou,**
Représentant Confédération paysanne
au CS Grandes cultures de FranceAgriMer
06 70 69 19 61
- **Laurence Marandola**
Secrétaire national
06 31 66 10 83

LA GUERRE EN UKRAINE : UNE CRISE DE MARCHÉ, PAS UNE CRISE DE L'OFFRE

Avec la guerre en Ukraine, les prix se sont envolés, rendant de plus en plus difficile l'accès à l'alimentation pour nombre de populations. C'est le cas pour toutes les populations au niveau de vie trop bas pour s'approvisionner sur les marchés mondiaux, qu'elles importaient de Russie, d'Ukraine ou d'ailleurs. Puisque les prix pratiqués sont sensiblement les mêmes, quelle que soit l'origine des denrées.

Or, les stocks existent! D'un point de vue de la disponibilité physique, il n'y a pas aujourd'hui de pénurie. Pourtant, la spéculation et les règles libérales du commerce condamnent déjà des populations face à la flambée des cours. En affolant les cours mondiaux, cela participe à affamer les populations du jour au lendemain. Il en va de même pour les éleveurs et éleveuses, pris à la gorge avec l'augmentation brutale du coût de l'alimentation animale. La volatilité des prix n'est pourtant pas une fatalité.

En se posant deux secondes, l'absurdité qui fait que le marché globalisé dicte les prix devrait sauter aux yeux de chacun. **Près de 85 % de tous les aliments sont consommés localement, principalement produits par l'agriculture paysanne.** Pourtant, le commerce mondial a une influence décisive sur les prix des marchés à travers le monde.

SPÉCULATION : LE DÉBUT DE LA FAIM

La spéculation sur les matières premières agricoles est particulièrement importante. Après le pétrole, **le maïs et le soja sont les principales matières premières négociées en Bourse.** La spéculation est le révélateur et l'accélérateur du problème de répartition inhérent au système économique mondial, injuste et inéquitable.

LE LIBÉRALISME SANS FAIM N'EXISTE PAS.

Le libéralisme crée intrinsèquement le marché de la faim, ce qui importe, c'est la solvabilité des clients. Peu importe si leur insolvabilité se traduit par des épisodes de famine.

NOS PROPOSITIONS

4

4 entreprises de négoce international : Archer Daniel Midlands, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus détiennent plus de 75 % du marché mondial!

PREMIÈRE MESURE : INTERDIRE LA SPÉCULATION SUR L'ALIMENTATION.

L'autre grand point noir du fonctionnement économique actuel des marchés mondiaux est le monopole sur le commerce international de céréales par une poignée de multinationales. **4 entreprises de négoce international : Archer Daniel Midlands, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus détiennent plus de 75 % du marché mondial!**

Et pourtant, comme le disait le Président E. Macron, lors de son quinquennat précédent, « *c'est une folie de déléguer son alimentation* ». Gageons que le « nouveau » président en exercice en tirera les enseignements... Il en va de même pour le monopole existant dans le secteur semencier ultra-concentré. Le pouvoir politique doit reprendre la main face au danger de la concentration de marchés stratégiques sous le joug de multinationales. Ces multinationales ont littéralement la main sur nos ventres.

Ces mastodontes du commerce international s'enrichissent lors de telles crises et ont la main sur une part significative des stocks mondiaux et infrastructures logistiques.

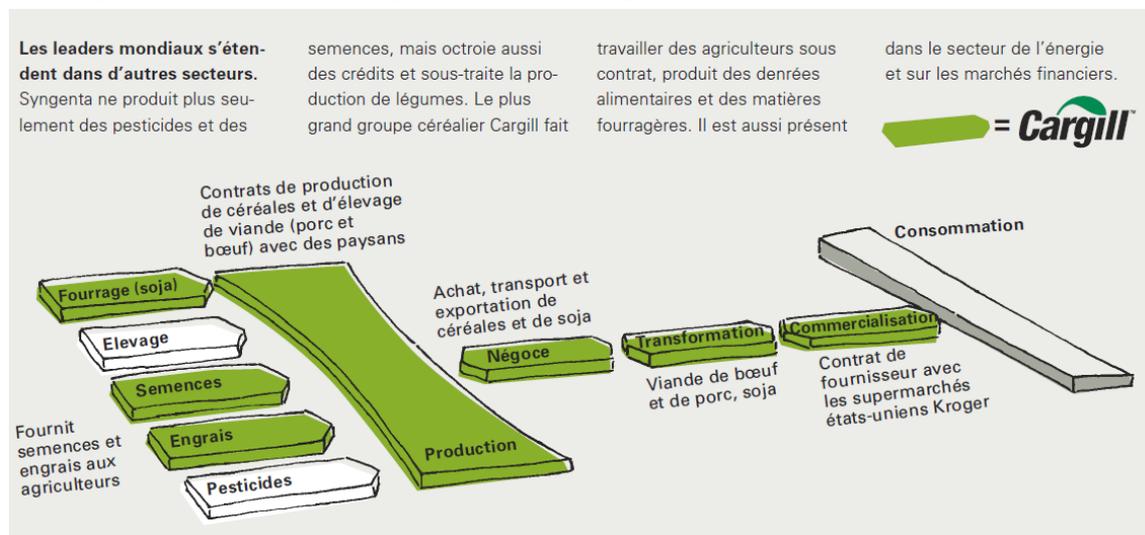
L'idéologie néolibérale portée par l'OMC et autres a exhorté à diminuer au maximum les stocks publics, qui fausseraient le fonctionnement des marchés. Or, des stocks publics dignes de ce nom permettent d'amortir les chocs, de sécuriser l'approvisionnement alimentaire des populations et de réguler les prix des marchés. **Il n'en existe presque plus et la gestion des stocks privés est totalement opaque.**

Notre action vise aujourd'hui symboliquement le leader du négoce international agricole, l'entreprise Cargill, devant son siège « Cargill France », situé à la tour W au cœur du quartier d'affaires de la Défense.

Son chiffre d'affaires est d'environ 115 milliards de dollars.

Son pouvoir sur la chaîne alimentaire mondiale est immense, tentaculaire et pourtant méconnu. Adeptes de l'opacité, acteurs de la financiarisation des marchés agricoles et au siège social basé en Suisse, paradis fiscal, Cargill est le symbole des profiteurs du libéralisme et de la spéculation.

Cargill: un exemple d'intégration verticale



DEUXIÈME MESURE : RÉGULER LES MARCHÉS POUR METTRE FIN À LA FAIM ET RECONSTITUER DES STOCKS PUBLICS

NOTRE ALIMENTATION VAUT MIEUX QUE LEURS PROFITS!

Ces deux premières mesures protègent les paysan-nes et les populations des fluctuations des prix, contrôlent les profits de quelques-uns au détriment du plus grand nombre étranglé par la hausse du prix des denrées alimentaires.

STOP À LA GUERRE COMMERCIALE INSTAURÉE PAR LE LIBRE-ÉCHANGE! STOP AUX PROFITEURS DE GUERRE!

Face à la probable diminution des volumes en partance d'Ukraine pour la prochaine campagne, la réponse est d'abord de mieux produire et de mieux répartir avant de vouloir produire plus, en accentuant nos dépendances aux énergies fossiles et engrais de synthèse, dont la flambée des cours pèse aussi sur les populations et les paysan-nes; et en aggravant le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité, dont les pays du Sud importateurs sont les premiers impactés. Les promoteurs du système productiviste appellent à produire plus pour en réalité gagner des parts de marché à l'export et tirer le maximum de profits de cette période de prix élevés. Rien à voir avec l'objectif affiché de « nourrir le monde » **puisque pour les populations en difficulté, le problème n° 1 est le prix de ces denrées agricoles, pas leur disponibilité.**

L'enjeu est de donner les clés à toutes les populations, États et groupes d'États, de construire les conditions de leur souveraineté alimentaire, et non chercher dans une logique néocoloniale à gagner des parts de marché export vers ces pays actuellement structurellement importateurs. C'est l'agriculture paysanne qui nourrit le monde, pas l'agrobusiness. En protégeant les agricultures paysannes de ces pays et leurs travailleurs et travailleuses, on construit le chemin de leur indépendance.

10 %

Environ 10 %
des terres agricoles
mondiales sont
dédiées à des
productions
énergétiques.

MAIS QUE FAIRE À COURT-TERME FACE AUX RISQUES DE FAMINE À VENIR ?

D'abord, rappeler que les deux premières mesures revendiquées auront pour effet de contenir la hausse du prix des denrées alimentaires et donc de préserver au maximum l'accessibilité économique des populations précaires à leur alimentation. La première cause de la faim réside par essence dans le libéralisme, son refus aveugle d'une répartition équitable et son laisser-faire sur les prix des biens essentiels et vitaux. Les famines arrivent même quand les stocks alimentaires existent. Alors même que si nous produisons actuellement suffisamment pour nourrir 10 à 12 milliards de personnes. C'est insupportable ! Ces famines ont lieu, car la flambée des cours mondiaux rend inaccessible l'achat alimentaire des populations précaires. Insolubles, elles sont victimes du marché de la faim créé par le système économique néolibéral et globalisé actuel.

LE LIBRE-ÉCHANGE S'ÉCRIT FAMINE !

La sécurité alimentaire mondiale doit être une préoccupation des gouvernements du monde et un sujet de discussion multilatéral à l'ONU. Mais, les intérêts du monde des affaires passent avant les intérêts des populations.

En effet, pour se donner plus de marges pour l'approvisionnement alimentaire à court terme, il faudrait stopper le détournement des cultures alimentaires à des fins énergétiques. **Environ 10 % des terres agricoles mondiales sont dédiées à des productions énergétiques.**

Par exemple, Cargill France a un partenariat important avec Avril pour la fabrication d'agrocarburants. En raréfiant l'offre alimentaire et en détournant des terres et les céréales qui y sont produites de leur vocation alimentaire, cette production d'agrocarburants exacerbe la hausse des cours, appauvrissant les populations et fragilisant les paysan·nes pour l'achat de fourrages et par l'augmentation du prix du foncier agricole.

TROISIÈME MESURE : L'ARRÊT DES AGROCARBURANTS !

LA FAIM DES AGROCARBURANTS

Les émeutes de la faim en 2008 et 2011 prennent aussi leur source dans le détournement massif de cultures alimentaires pour la production d'énergie. Alors que la population mexicaine était en proie à des émeutes de la faim, plus d'un tiers de la production états-unienne de maïs finissait dans les réservoirs des véhicules motorisés.

Le bilan carbone des agrocarburants est en outre désastreux. Le détournement de maïs et autres cultures vers des méthaniseurs doit être aussi visé. Insupportable de voir des fourrages alimenter des méthaniseurs, en période de difficultés économiques des éleveurs et éleveuses pour s'approvisionner et de difficultés climatiques en cas de sécheresse. **La Confédération paysanne porte d'ailleurs un moratoire national sur la méthanisation.**

Que ce soit pour protéger les paysan·nes et les populations, arrêtons les productions énergétiques sur le dos de la souveraineté alimentaire. Ce n'est pas en s'associant avec Total Énergies, comme l'a annoncé la FNSEA début mars au dernier Salon de l'Agriculture, que nous répondrons aux enjeux de transition agroécologique et de souveraineté alimentaire. Pas étonnant que Total continue son business en Russie. Total infâme, Total affame.

Sortir des dépendances du système agricole productiviste, c'est améliorer notre rapport de forces avec le régime autocratique russe, c'est donc construire les conditions pour la paix.

Soutenir l'agriculture paysanne, ici et ailleurs, en régulant les prix et les marchés, c'est lutter contre la faim dans le monde, c'est donc construire les réelles conditions pour la souveraineté alimentaire de tous les peuples du monde.

En manifestant devant Cargill France dans le quartier d'affaires de la Défense, avec des passages symboliques devant le siège de Total et de Krechendo Trading, première trading arcade en France, qui forme de nombreux traders indépendants dans leurs locaux de l'Arche de la Défense, nous souhaitons dénoncer ce commerce triangulaire qui soumet notre alimentation et notre avenir à leurs volontés de profits colossaux inscrits dans ce projet néolibéral qui littéralement tue à travers le monde.

SPÉCULATION, LIBRE-ÉCHANGE ET AGROCARBURANTS : LES MAUX DE LA FAIM

Les solutions existent. Les gesticulations des autres syndicats agricoles (FNSEA/JA) ne sont qu'hypocrisie. Le dogme du produire plus pour un marché mondial libéralisé est un leurre : à la fin, ce sont, nous, paysan·nes, qui trinquons soumis à la volatilité des prix agricoles, de l'énergie et des intrants. Ce sont les populations précaires qui souffrent de la perte de pouvoir d'achat face à la flambée des prix. Ce système productiviste n'a jamais fait ses preuves pour nourrir le monde, incapable de faire reculer durablement la faim, de rémunérer correctement les producteurs et de préserver la planète. Il ne bénéficie qu'à une minorité qui veut vendre au meilleur prix spéculatif au détriment des populations et de leurs collègues.

Nos revendications sont concrètes et applicables immédiatement pour protéger les paysan·nes des ravages du libéralisme et pour lutter contre la faim et la précarité des populations en France et dans le monde :

- **Interdire la spéculation sur les denrées alimentaires**
- **Réguler les marchés, contrôler les prix des biens essentiels et reconstituer des stocks publics**
- **Interdire la production d'agrocarburants**

**Le libre-échange affame, l'agriculture paysanne nourrit.
Reprenons la main sur notre alimentation !**

BIBLIOGRAPHIE

- Tribune de Laurence Roudart parue le 15 avril 2022 dans Le Monde : [Matières premières : « La volatilité des prix agricoles n'est pas une fatalité, elle est un choix économique »](#)
- Entretien avec Marcel Mazoyer, économiste et ingénieur agronome, par Valérie Péan, Mission Agrobiosciences - [Marcel Mazoyer : A qui profite la flambée des prix au niveau mondial ?](#)
- Article d'Eric Albert, paru le 1er avril dans Le Monde : [Les matières premières, « dernier bastion du capitalisme sauvage »](#)
- Tribune de Christophe Gouel et David Laborde, parue le 12 avril dans Le Monde - [Energie : « Suspendre le soutien aux biocarburants peut aider à compenser la flambée des prix agricoles »](#)
- <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20111220trib000672537/il-faut-interdire-la-speculation-sur-les-produits-alimentaires-et-les-biocarburants.html>
- <https://global-chance.org/Risques-de-penurie-alimentaire-les-propositions-incoherentes-de-la-France-et-du-G7>

CARGILL

- Cargill, la faim justifie les moyens de S. Quillet et P. Brito Da Fonseca (2015).
- https://www.swissinfo.ch/fre/point-de-vue_les-ravages-de-la-sp%C3%A9culation-alimentaire-se-voient-sur-le-terrain/41919648
- <https://www.humanite.fr/social-eco/cargill/cargill-pratique-la-terre-brulee-619096>

KRECHENDO TRADING

- Site internet : <https://www.krechendo-trading.fr/>
- Emission France Culture « Les pieds sur terre » - Profession Tradeur : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/profession-tradeur>
- Les dérives du trading – exemple d'un trader formé par Krechendo : https://www.challenges.fr/top-news/le-pari-a-6-6-milliards-de-dollars-d-un-trader-francais-expose-les-defaillances-du-marche_596461

TOTAL ÉNERGIES

- <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/rapport-agrocarburants-totalenergies-continue-docculter-les-impacts-climatiques/>
- <https://www.usinenouvelle.com/article/totalenergies-signe-avec-la-fnsea-pour-developper-les-renouvelables-dans-l-agriculture.N1790852>